



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société CURCHAL  
16 boulevard de la République  
71324 CHALON-SUR-SAONE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

pour le site de la Chaufferie des Aubépins  
rue Jean Giraudoux  
71324 CHALON-SUR-SAONE

N° 11-01472

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L 514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 04-2984-2-3 du 6 octobre 2004,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 22 de l'arrêté préfectoral susvisé car il n'est pas en mesure de justifier l'élimination de ses déchets,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 23 de l'arrêté préfectoral susvisé car les cendres issues de la combustion de la biomasse sont épandues depuis 2009 sans autorisation préalable d'épandage,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 24 de l'arrêté préfectoral susvisé car il n'effectue pas les analyses et tests de caractérisation annuels demandés,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 25 de l'arrêté préfectoral susvisé car il ne tient pas de registre de contrôle de la production, de l'élimination et de l'état des stocks des déchets,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 22 novembre 2010,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

**ARTICLE 1er**

La société CURCHAL, dont le siège social est situé 16 boulevard de la République - BP 617 à CHALON-SUR-SAONE (71324) est mise en demeure de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, pour son établissement de la chaufferie des Aubépins situé rue Jean Giraudoux à CHALON-SUR-SAONE (71324), les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2004 suivantes :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté : les articles 22, 23 et 25
- sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté : l'article 24

## **ARTICLE 2**

La société CURCHAL, dont le siège social est situé 16 boulevard de la République - BP 617 à CHALON-SUR-SAONE (71324) est mise en demeure de déposer un dossier de demande d'autorisation d'épandage incluant une étude d'impact de l'épandage comme indiqué dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2004 sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 3**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1er ou de l'article 2, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 4 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

## **ARTICLE 5 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de CHALON-SUR-SAONE, M. le maire de CHALON-SUR-SAONE, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL - 206 rue Lavoisier - 71000 MACON.

Mâcon, le **13 AVR. 2011**

Le préfet,

**Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire**

**Magali SELLES**